

Paul Allard et les Croix de feu en 1936

Après avoir récupéré ce texte sur Les Cahiers du Bolchévisme, j'ai voulu savoir qui était Paul Allard et je retrouve le même texte sur un autre blog mais sans citer la source : [ICI](#).

Puis je découvre que Wikipédia que Paul Allard n'est autre que Giulio Cerreti (né le 11 octobre 1903 à Sesto Fiorentino, dans la province de Florence en Toscane et mort le 18 juin 1985 (à 81 ans) dans la même ville) qui, suite à son exil, est "devenu membre du Comité Central du Parti communiste français de 1932 à 1945. Après un voyage en Union soviétique en 1934, il s'occupe de la M.O.E. auprès du Comité Central, sous le pseudonyme de Paul Allard. Il joue un rôle important au sein du Komintern pour organiser, durant la guerre d'Espagne, le soutien aux Républicains espagnols. Il sera également nommé à la tête de la compagnie France-Navigation créée en 1937.

Ceretti a également exercé des responsabilités au sein de la section aux cadres du parti français, en collaboration avec Maurice Tréand et Eugen Fried. Il passe la période de la guerre en URSS, et rentre en 1945 en Italie où il devient un proche collaborateur de Palmiro Togliatti. Il devint ministre à la Libération et fut également élu sénateur."

Il me semble que cette information donne à l'article une originalité particulière. Il ne parle pas du fascisme sans expérience ! J-P Damaggio

PAUL ALLARD

Le fascisme et sa démagogie nationale et sociale Les Croix de feu et leur stratégie

Ce n'est pas seulement au point de vue numérique et d'organisation que la ligue des Croix de feu est, de loin, la plus importante et la plus dangereuse pour la classe ouvrière. C'est aussi et surtout au point de vue social et idéologique. Nulle part ailleurs nous n'apercevons un plan si méthodique et, à certains égards, si harmonieux, comme chez les Croix de feu. Leur but stratégique apparaît en toute clarté dès qu'on examine le fond du « programme » paru en brochure. On voit alors comment, *ils s'efforcent d'isoler le prolétariat révolutionnaire des larges couches de la population, avec leur proclamation trompeuse et démagogique « qu'ils ne connaissent pas les préjugés de « classe » leur mouvement étant « national » et « français », donc au-dessus des classes.*

Que cette démagogie puisse avoir des effets néfastes, qu'elle puisse aussi trouver un terrain favorable dans certains milieux de la paysannerie et de

la petite bourgeoisie, ce n'est pas niable, surtout si l'on tient compte des illusions qui existent encore chez eux sur les possibilités d'obtenir la fin de la crise et le bien-être en faisant l'économie d'une révolution. De plus, et c'est un fait historique, le réformisme a préparé les esprits à ces formes de démagogie par une propagande active sur «la paix sociale», «la marche imperceptible vers le socialisme en utilisant les voies légales », — « l'impossibilité de lutter pour le pain en période de crise, ouvriers et patrons subissant au même titre les conséquences du malaise économique ».

Oui, la collaboration des classes pratiquée par les réformistes et la social-démocratie en Italie, en Allemagne et dans plusieurs autres pays, a ouvert la voie à la démagogie fasciste et par là, a indirectement contribué à l'instauration des dictatures sanglantes. Ce qui est le plus regrettable c'est que, même à l'heure actuelle, certains chefs du mouvement ouvrier persistent dans les erreurs du passé.

Pour qu'on ne nous accuse point de faire des affirmations gratuites, on doit se rappeler qu'après l'avènement au pouvoir du fascisme en Italie et en Allemagne, les chefs réformistes les plus en vue, les Daragona et les Rigola, les Leipart et les Severing se sont bel et bien mis au service des dictatures fascistes les plus féroces. Daragona et Rigola ont même écrit que la théorie du « corporativisme intégral mussolinien » se rattachait aux traditions du mouvement ouvrier italien. .

Il faut prendre donc, très au sérieux, le programme des Croix de feu, si on veut combattre le fascisme français sur le terrain idéologique, ce qui est indispensable pour préserver les masses de la contagion fasciste. Quelque part, on a écrit que ce programme était vide, absolument vide de tout contenu idéologique; c'est faux. Le trait caractéristique du fascisme, c'est de se présenter devant les masses avec des formules simples qui flattent l'oreille du petit bourgeois, des formules qui ne résistent pas à un examen critique sérieux, mais qui ne demandent aucun effort pour être retenues, car elles exploitent les préjugés nationaux, le chauvinisme et, en particulier, la soif de faire du neuf qui est l'apanage d'une jeunesse inquiète de son avenir.

Dans leur tract, les Croix de feu écrivent : « *Une idée nous domine tous, un seul sentiment nous anime, l'idée de la nation qui est votre nation, l'amour du pays qui est votre pays.* »

Evidemment, ils ne se donnent pas la peine d'expliquer de «quelle nation» il s'agit, car il y a deux sortes de «nation» : d'un côté les ouvriers qui n'arrivent pas à se nourrir, eux et les leurs ; les chômeurs qui ont le ventre vide et dont on voudrait bien n'avoir pas à les nourrir même au degré actuel de sous-alimentation ; les paysans qui n'arrivent pas à vendre leurs produits à des prix rémunérateurs, faute d'acheteurs ; les boutiquiers qui sont acculés à la faillite parce que, tout en voyant leur chiffre d'affaires tomber vertigineusement, ils sont écrasés par le fisc ; les

employés ; les intellectuels; les femmes; les jeunes et les immigrés qui, tous, ont à se plaindre amèrement d'un régime qui ne prend pas soin d'eux, tandis qu'il y a trop de produits. De l'autre côté, les deux cents familles qui monopolisent toutes les richesses du pays et qui tiennent à leur merci les neuf dixièmes de la population.

La «nation» des premiers est l'antithèse de la «nation» de la poignée des seconds. Les uns sont les héritiers légitimes de tout ce que la nation française a connu de noble, d'utile et de grand ; les autres : les usurpateurs.

En cherchant dans la liste des adhérents Croix de feu, nous apercevons que le possesseur de la carte N° 13 est le sieur de Wendel, président du Comité des Forges; nous y trouvons bon nombre de banquiers et d'industriels. Il apparaît donc que les personnages les plus en vue des Croix de feu et qui en sont les bailleurs de fonds, ne sont pas «la nation», mais «l'anti-nation», les responsables de la misère des masses, de la ruine économique de notre pays.

L'autre mot d'ordre fondamental, «l'amour du pays», correspond exactement à l'état d'esprit des masses de France et les fascistes essayent de nous le voler.

C'est un grand mérite pour notre Parti d'avoir été le premier à le lancer dans les masses, à lui donner un contenu vivant et prolétarien.

*

**

La véritable réconciliation française

Oui, chaque Français est fier du rayonnement de la pensée des encyclopédistes ; de vivre dans un pays qui a connu la plus grande Révolution du dix-huitième siècle ; qui a connu 1830 et 1848 et la Commune de Paris. Chaque Français est fier d'être l'héritier de la grande lignée des Jacobins, ces frères incorruptibles, défenseurs ardents des idéaux de démocratie, de paix et de liberté.

A quel titre les fascistes peuvent-ils parler du pays comme de quelque chose qui leur appartient en propre ? C'est dans leurs états-majors que se trouvent les descendants des traîtres de Coblenz, les brigands de la haute finance, qui envoient les capitaux en Angleterre et en Suisse dès que les masses demandent le prélèvement sur les fortunes ; les marchands de canons, qui ont fourni à «l'ennemi» les obus destinés à massacrer les paysans et les ouvriers français ; les représentants des deux cents familles, responsables de la crise la plus grave qui ait frappé la France depuis son existence.

Le fascisme, c'est l'ennemi mortel du pays et de la nation laborieuse. En Italie, en Allemagne, en Autriche, les fascistes au pouvoir ont complètement ruiné leur pays respectif : à la place du bien-être promis, ils ont accumulé les méfaits, les faillites, la misère et la terreur, — et les

cœurs des hommes sont empoignés par l'écho lugubre du bruit des bottes ferrées des chefs militaires et des miliciens armés.

Nul doute que les chefs des ligues réserveraient à notre beau pays de France le même tragique bilan s'ils arrivaient, par malheur, à prendre le pouvoir.

Ce pays ? C'est nous, les prolétaires et les petites gens des villes et des campagnes qui voulons le préserver de la peste fasciste, expression moderne et cynique de toutes les périodes obscures et de réaction qui ont traversé l'histoire pour asservir l'humanité travailleuse. Nous, communistes, nous faisons appel au peuple de France pour qu'il se réconcilie avec lui-même dans la nation, contre les deux cents familles. Il s'agit là de la seule «réconciliation nationale» possible, celle du travail contre les profiteurs et les exploités.

On ne combat pas le fléau du fascisme par des schémas stériles, mais en lui arrachant le masque de sa démagogie trompeuse. Mais tout le monde ne comprend pas encore cela.

Certains nous ont accusés ; on nous reproche d'avoir renoncé à notre tactique de classe. Que non ! Les neuf dixièmes de la population n'ont aucun intérêt au fascisme, mais ont tout à craindre de lui. Seule une poignée d'hommes, les exploités, les représentants des deux cents familles, ceux qui ont entre leurs mains tous les leviers de commande, car ils possèdent les richesses et les moyens de production et d'échange, ont avantage au fascisme. Si cela est le cas — et nous en sommes certains — où trouve-t-on l'abandon de notre conception de classe ? Une telle politique est la seule qui puisse permettre au prolétariat révolutionnaire de gagner les larges couches moyennes qui, autrement, pourraient, comme cela s'est passé en Allemagne et en Italie, tomber sous l'emprise des ennemis du peuple qui ne se gênent pas de prendre les attitudes les plus contradictoires pourvu qu'ils arrivent à gagner les masses.

Les faiseurs de phrases oublient tout simplement un petit détail : qu'il y a un parti communiste, armé de la théorie révolutionnaire et qui s'est plongé dans les masses. C'est par étapes que nous en sommes arrivés là. Première étape : l'unité d'action et l'unité syndicale, ce qui veut dire classe ouvrière unie pour le combat antifasciste. — Deuxième étape : le Front populaire qui doit s'élargir encore et surtout se consolider au point de vue d'organisation par la constitution de comités électifs partout. — Troisième étape : la réconciliation de la nation contre les deux cents familles. En un mot, développement de notre tactique unitaire pour arriver à grouper contre le fascisme les neuf dixièmes de la population. Pour arriver à réaliser notre objectif stratégique, la conquête de la majorité du peuple pour la lutte en faveur des Soviets, aucune autre politique n'était possible pour le prolétariat révolutionnaire.

*

**

Les autres mots d'ordre du programme fasciste

Dans la bouche des fascistes, la lutte contre les libertés démocratiques est présentée sur un ton très attrayant. Ils disent : « Il faut émanciper le pays des sectes et des partis qui forment un tissu parasitaire sur la nation et les Français sans distinction. »

Dans un pays à vieille démocratie comme le nôtre, la haine contre les politiciens est fortement ancrée dans les masses, car les trahisons, les manquements aux programmes et aux engagements pris lors des élections sont chose courante. A développer cet état d'esprit n'a pas peu contribué le fait que chaque fois que le pays a voté à gauche, il a vu arriver au pouvoir des gouvernements de droite. Et voilà les fascistes qui viennent à la rescousse en fulminant contre le parlementarisme pourri et les députés marrons. C'est-à-dire qu'ils s'attachent à la manifestation du mal et non à sa cause. Ils demandent un pouvoir plus fort, totalitaire, qui échapperait effectivement au contrôle des masses pour n'être que l'exécuteur des volontés des ploutocrates de la Banque de France. Ils nient la démocratie parce qu'elle permet — quoique dans une faible mesure — d'exercer un contrôle par en bas, sur les affaires du pays. Nous pensons, nous, qu'il faut, au contraire, multiplier les formes d'intervention des masses laborieuses dans la direction de la chose publique pour arriver à avoir raison des comités occultes, dont les ficelles sont entre les mains du capital financier.

Ils affirment que « la solution n'est pas dans un libéralisme économique et social déjà mort de ses excès à partir du moment où les entreprises ont mendié la protection de l'Etat, vivant de ses subsides, et recourant au budget pour venir au secours de leur déconfiture. » Qu'est-ce que cela signifie ? En bon français, cela veut dire que l'Etat devrait se désintéresser.

Le refrain est connu depuis longtemps. Mussolini en avait des entreprises privées fait son cheval de bataille et Hitler ne fit que l'imiter, son rôle étant de se borner à jouer « l'arbitre » entre les classes.

En vérité que s'est-il passé dans ces deux pays ? Jamais auparavant les gros industriels et les banquiers n'avaient reçu tant d'appui de la part de l'Etat — soi-disant au-dessus des classes — qu'avec le fascisme au pouvoir. Mussolini a raflé l'épargne pour soutenir la Banca Comercial et des entreprises comme la Montecatini et la Cosulich. Hitler, de son côté, utilise toutes les devises disponibles non pour acheter à l'étranger les produits de consommation qui font défaut en Allemagne, comme le beurre, les œufs, les pommes de terre et la viande, mais pour allouer des milliards aux industries de guerre, ce qui a fait dire à Goering que « le peuple allemand préfère les obus, au beurre ». Avec le fascisme, la grande bourgeoisie a connu l'époque de l'exploitation renforcée des pauvres et des subventions qui allaient remplir ses coffres-forts. Il en serait de même en France.

Les fascistes disent que le jour où les Croix de feu arriveront au pouvoir, ils garantiront « un minimum de salaire, la participation aux bénéfices, les congés payés ». Jusqu'alors les forces qui ont soutenu Laval et ses décrets-lois de misère, ce sont les ligues factieuses, Croix de feu en tête. Ils ont, par ce geste, donné la mesure de leur attachement au programme. Les cheminots, les instituteurs, les fonctionnaires, les anciens combattants et les retraités ont subi les conséquences de l'application de ce programme social : « minimum de salaire », par les 10% de diminution ; la « participation aux bénéfices » en faisant payer aux masses les déficits des budgets que les riches ne veulent point alimenter avec leurs gros sous ; « les congés payés », en réduisant les places disponibles et en interdisant les avancements. C'est la bonne voie pour arriver au minimum de salaire de Mussolini : 50-60 % de diminution en 10 ans, et à considérer comme un luxe l'instituteur et la sage-femme dans les villages...

Enfin, ils promettent de « débarrasser les syndicats du poison politique et du vice de coalition » ; c'est-à-dire qu'ils arriveraient à interdire par la force toute lutte revendicative contre le patronat en transformant les syndicats en organisations inféodées aux exploités.

Les calomnies contre le Front populaire

Toujours sur le même plan chauvin, les hommes du fascisme usent de la calomnie et du faux dans le but de faire apparaître les éléments progressistes pour des agents de l'étranger. On spéculé bassement sur le fait que les traditions individualistes et d'indépendance nationale sont très profondes dans notre pays. On essaye d'entretenir une haine « zoologique » contre tout ce qui vient de l'étranger, même quand il s'agit de l'intérêt supérieur du peuple et de ses destinées. Or, ces hommes haineux et criminels sont précisément ceux qui se montrent disposés à livrer la France aux bandes hitlériennes et aux chemises noires de Mussolini ; à pactiser avec les états-majors des armées d'invasion sur l'exemple de leurs aînés, les traîtres de Coblentz, pourvu que leurs privilèges scandaleux soient sauvegardés.

C'est le bon sens même qui dicte à la France son devoir d'assurer le système de la sécurité collective pour enlever toute envie d'aventures guerrières aux fous fascistes de Berlin et de Rome. Mais, guidés par leur haine de classe, les fascistes fulminent contre le rapprochement franco-soviétique dont ils faussent le sens profondément pacifique. Ils travaillent ainsi contre la paix et les intérêts de leur pays et de l'humanité tout entière.

Pour les besoins de leur mauvaise cause, le fascisme assimile le Front populaire, ce mouvement gigantesque qui secoue les masses profondes du pays démocratique, à une filiale moscovite. Seulement, les fascistes

oublie qu'un tel argument a fait long feu. Comme en 1792 les démocrates et les libéraux du monde entier se tournaient vers le phare allumé par la France jacobine et révolutionnaire, des centaines de millions d'êtres du globe reconnaissent aujourd'hui que leur cause est indissolublement liée à l'expérience grandiose et glorieuse de l'Union soviétique, et qu'ils seront invincibles s'ils imitent l'exemple magnifique des travailleurs de ce grand pays. Des hommes bien étrangers au marxisme, comme feu Louis Barthou et le président Herriot, ont été obligés de reconnaître en l'U.R.S.S. la forteresse de la paix et un auxiliaire précieux dans la lutte pour préserver le monde d'un nouveau 1914.

A l'origine du Front populaire, il n'y a pas de soi-disant circulaires de Moscou ou d'ailleurs, il y a des causes profondes et décisives: c'est la poussée, la montée des masses et des représentants de la culture qui ne veulent point connaître les horreurs dont les prolétaires d'Italie et d'Allemagne sont les malheureuses victimes; c'est la volonté farouche de tout un peuple levé pour sauver ses libertés et avec elles le pays qui, avec le fascisme, roulerait vers la débâcle et la déchéance.

Manœuvre de division

Cette manœuvre de diversion de « Moscou » est reprise par le traître Doriot à la grande joie des grands capitalistes repus et de leurs agents fascistes. Ce renégat a fait plus que préparer des dossiers de police à l'usage des de Kérillis et autres Henriot ; il a essayé de donner des armes idéologiques au fascisme. En effet, il déclare :

Premièrement : « Le Front populaire ne peut servir les intérêts des masses laborieuses qu'en le libérant de toute emprise de Moscou : rassemblement sans les communistes qui ne sont pas des Français indépendants, mais liés à des puissances étrangères ».

Deuxièmement : « par haine du racisme allemand, les Soviets veulent organiser une guerre d'agression et nous entraîner dans l'aventure ».

Troisièmement : « dans le conflit italo-abyssin il faut bien réfléchir que l'Italie a besoin de débouchés si on ne veut pas qu'elle fasse un malheur en Europe et que, tout de même, le peuple italien paraît bien être partisan de l'aventure coloniale ; il est derrière son chef ».

C'est sur la base de ces éléments idéologiques que les fascistes bâtissent leur propagande venimeuse ; qu'ils excitent les illuminés à l'assassinat des hommes du Front populaire ; qu'ils font le jeu de Hitler et isolent la France dans le monde ; qu'ils entretiennent l'agitation dans les universités, obéissant aux appels du chef de l'Etat fasciste italien.

Qu'arriverait-il si les communistes étaient écartés du « Front populaire » ? Toute paradoxale que la question apparaisse, il vaut la peine qu'on en dise un mot. Ce n'est que grâce à la clairvoyance de notre Parti que le Front populaire a été lancé et est devenu un facteur politique de premier

ordre dans le pays. Combien d'obstacles n'avons-nous pas écartés du chemin pour aboutir à ce résultat grandiose ? Et nous avons pu le faire parce que nous avons donné à ce mouvement un contenu national et social qui n'est point en contradiction avec les buts internationalistes du prolétariat et, par ce fait même, nous avons par là, contrecarré efficacement la démagogie des fascistes. Une telle politique, souple et audacieuse, aurait été impossible en l'absence du parti du prolétariat qui est le seul qui puisse entraîner les diverses couches sociales — hésitantes par leurs origines — vers des buts conséquents d'action de masse antifasciste. Briser cette alliance, cela signifie laisser les couches moyennes sombrer dans l'impuissance et le chauvinisme et les livrer à l'emprise féroce du fascisme. Que le national-socialiste Doriot veuille cela, nous l'admettons volontiers, mais le prolétariat, lui, n'a pas envie de se suicider en écoutant des bergers passés à l'ennemi de classe.

Les Soviets veulent la guerre ? En quoi et pourquoi le prolétariat au pouvoir aurait intérêt à la guerre ? N'est-il pas vrai que seuls des aventuriers fascistes peuvent rechercher le salut dans des aventures extérieures ? Par des exemples historiques, comme celui de la vente du chemin de fer extrême-oriental, l'U.R.S.S. a montré à la face du monde qu'elle était disposée à tout sacrifice pour sauvegarder la paix. Par son entrée à la S.D.N. elle a fait montre de vouloir user de toutes les chances — si faibles soient-elles — pour retarder le plus possible le nouveau carnage. Doriot trompe les travailleurs ; ce ne sont pas les bolcheviks qui ont perdu leur sang-froid lors de la victoire des hitlériens, mais son ami et chef spirituel contre-révolutionnaire Trotsky, qui déclara à la presse française « que s'il était au pouvoir en Russie, il aurait donné l'ordre de mobiliser l'Armée rouge ». Les bolcheviks ont confiance dans les masses et c'est pourquoi ils savent que gagner la bataille de la paix, cela signifie accumuler le plus de chances pour en finir dans de meilleures conditions possibles avec les régimes fascistes et le capitalisme international ; ce sont les philistins, les fourbes politiciens qui ont peur des masses et de leurs réactions salutaires, pas nous.

Par sa thèse sur le conflit italo-éthiopien, Doriot voulait atteindre plusieurs buts : discréditer la vaillance des masses populaires italiennes et laisser les mains libres au fascisme mussolinien dans son entreprise de brigandage. Mais là encore, nous retrouvons la crainte qui est commune à tous les chefs fascistes français qui tremblent à l'idée de voir s'écrouler les forteresses de réaction dans le monde.

Doriot a désormais accompli le cycle qui rejette les renégats de la classe ouvrière dans les bras des ennemis du peuple.

Le danger fasciste n'est pas écarté

Le camarade Dimitrov écrivait dans l'Humanité du 18 février :

« Ce serait une erreur fatale de croire qu'on est venu à bout du danger fasciste en France, après que les Chambres françaises ont adopté la loi contre les ligues fascistes. Et si, sous la poussée de la lutte des masses, le mouvement fasciste éprouve des difficultés en France, si réellement il commence à sentir sa base de masse se dérober sous lui, cela ne veut nullement dire que les fascistes français ont décidé de déposer les armes. Non, c'est juste le contraire : ils ne feront que devenir plus fous furieux, que recourir plus fréquemment à la terreur individuelle, qu'organiser des complots plus désespérés et que préparer davantage des putschs fascistes. »

Et plus loin :

« La garantie réelle contre le fascisme, c'est l'action des masses elles-mêmes qui doivent réaliser un contrôle effectif sur le désarmement des bandes fascistes et sur leur dissolution réelle. »

Chaque militant doit réfléchir sérieusement sur les avertissements qui nous viennent du grand pilote de notre Internationale communiste. La victoire sur le fascisme ne vient pas d'elle seule ; il faut la remporter par une lutte opiniâtre de tous les jours, tendant à détruire les effets de sa démagogie nationale et sociale et à organiser les larges masses dans des puissants comités à la base pour imposer à tout prix la volonté du pays républicain.

Nous sommes arrivés à un tournant de la situation où la force d'organisation et la clarté des buts politiques à atteindre décident de tout.